

MINISTÈRE
DE
L'ÉCONOMIE NATIONALE
ET DES
CLASSES MOYENNES

LUXEMBOURG, le
Boîte postale 97
Luxembourg-Ville

Référence :

Annexe :

Discours prononcé par S.E. Monsieur Gaston THORN,
Président du Gouvernement, Ministre de l'Économie
Nationale et des Classes Moyennes, à l'occasion de
la célébration du 25^{ème} anniversaire du Comité
Consultatif CECA.

Altesse Royale,
Excellences,
Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Au nom du Gouvernement luxembourgeois, j'ai l'honneur et le plaisir de vous souhaiter la bienvenue à cette séance qui commémore le 25^{ème} anniversaire du Comité Consultatif CECA, en cette ville de Luxembourg, où il fut constitué et où il n'a jamais cessé d'exercer ses activités.

Je voudrais également saisir cette occasion pour vous transmettre les félicitations du Président en exercice du Conseil des Communautés Européennes, Monsieur ^{K.B.} ANDERSEN, qui, à son grand regret, ne pourra pas être des nôtres en ce jour anniversaire.

Dès l'abord, j'aimerais souligner l'importance particulière que revêt à mes yeux le fait que dès sa création, le Comité ^{est fondé sur} s'est basé sur la collaboration entre travailleurs, producteurs et utilisateurs. En tirant la sonnette d'alarme ^{à l'heure de la parité}

[Signature]

.../

en cas de besoin etc.)
(à temps, les différents partenaires sociaux ont ainsi

su éviter bien des heurts et bien des désordres au cours des profonds changements qu'ont connus ces dernières années les secteurs du charbon et de l'acier.

Les travaux du Comité ont été dominés par l'évolution de la situation économique et sociale et ses répercussions sur les industries relevant du traité CECA.

S'il est vrai que pendant la première période d'activité de votre Comité, les difficultés constantes que ^{Comité} connaît le secteur charbonnier, ont retenu votre attention en permanence, on a vu figurer à votre tableau d'activité ^{sur} tous les problèmes importants qui se sont posés à la sidérurgie, que ce soient les conditions d'approvisionnement en matières premières, la situation des marchés ou encore les conditions de la concurrence.

Par l'intermédiaire du Comité, les partenaires sociaux ont pu être constamment associés à la définition et à la mise en oeuvre des politiques communautaires dans ce secteur et ont ainsi permis d'amorcer les restructurations nécessaires en accord avec les milieux intéressés.

La formule s'est révélée si avantageuse qu'elle a été reprise, au niveau de la Communauté dans son ensemble cette fois, sous la forme de Conférences Tripartites.

Comité

Devant les graves préoccupations que suscitent tant parmi les travailleurs que parmi les producteurs la situation actuelle du secteur acier, et, au-delà,

les aléas de la politique industrielle et énergétique de la Communauté, la nécessité s'est imposée d'organiser une consultation constante entre partenaires sociaux afin d'éviter à la fois les risques de confrontation et ceux d'une renaissance du protectionnisme ^{qui} toujours latent.

La situation de l'acier en Europe
11/87

La crise que connaît la sidérurgie européenne est de nature structurelle et ne permet guère d'envisager des solutions à court terme. Seul un rééquilibrage progressif et échelonné dans le temps des structures surannées permettra à terme de rendre à notre secteur sidérurgique sa compétitivité. Or, une telle restructuration de tout un secteur économique et la régulation concomitante des marchés ne pourront pas se réaliser au travers des confrontations sociales ou de la formation de cartels, ^{et la formation de cartels} mais par une réflexion constante et confiante entre travailleurs, producteurs et autorités publiques.

D'autre part, il s'avère d'ores et déjà que des mesures prises au niveau national ^{individuelles} sont insuffisantes pour surmonter une crise qui frappe l'ensemble de la sidérurgie européenne et dont les raisons sont largement similaires dans les différents pays concernés. Pour que les solutions et les transformations à opérer s'avèrent efficaces, elles devront nécessairement avoir lieu dans un cadre communautaire.

C'est pourquoi je ne puis que me féliciter de ce que la Communauté se soit enfin décidée à mettre en oeuvre la discipline et la solidarité européennes dans un plan anti-crise qui nécessitera la participation active de tous les secteurs intéressés.

Le Vicomte DAVIGNON vient de nous en exposer les raisons et les objectifs et je ne m'étendrai donc pas sur ce sujet.

Mais il ne saurait s'agir là que d'un premier pas vers un effort qui devra être poursuivi dans d'autres domaines également : car si l'évolution du prix de l'énergie a quelque peu réussi à ^{clouer} rattraper le marasme qui frappait depuis de longues années le secteur charbonnier, ce secteur est encore loin d'être assaini : la meilleure preuve en est qu'il est toujours étroitement contrôlé et bénéficie de régimes ^{particuliers} spéciaux très favorables, que ces régimes soient ^{maintenant} d'origine nationale ou communautaire.

La crise aiguë que connaît actuellement la sidérurgie ne doit pas nous cacher le fait que les mêmes problèmes ^{de tout le monde} pourront se retrouver à plus ou moins brève échéance dans le secteur charbonnier.

Ne devrions-nous pas profiter des enseignements que nous ont apportés les difficultés actuelles pour traiter à froid les problèmes qui se posent dans le secteur du charbon, avant que les événements ne nous contraignent à prendre des mesures qui s'avéreront d'autant plus douloureuses sur le plan social que la crise sera aiguë ?

Voici que s'offre à la Communauté une occasion de définir enfin une nouvelle politique énergétique qui soit cohérente et globale : saisissons-la pendant qu'il en est encore temps, surtout en ce moment où nous ne devons négliger aucune tentative de nous sortir des incertitudes et des difficultés auxquelles nous sommes confrontés.

sur le (charbon) ou les raffinés

*Président de la Commission Jenkins je ne puis pas vous soutenir
sur ce point*

Lors de sa récente visite en Europe, le Président CARTER a affirmé son souci de contribuer à freiner les mouvements désordonnés du dollar.

Or, il n'y a pas de doute qu'^{au} plan communautaire les désordres monétaires de ces dernières années ont très sérieusement contribué à remettre en cause l'acquis communautaire, à un moment où la Communauté souffrait déjà d'une stagnation prolongée dans son évolution interne.

Comment s'attaquer à une politique anti-crise, contenir de lutter contre le chômage qui frappe plus de 6 millions d'européens, alors que les constantes fluctuations monétaires créent l'incertitude parmi les opérateurs économiques, nuisent aux échanges et à la libre circulation des biens, et finissent par remettre en cause jusqu'au bon fonctionnement de l'Union Douanière dont nous avons célébré la réalisation intégrale entre les neuf Etats membres le 1er juillet 1977 ?

C'est pourquoi je désire accorder mon plein soutien aux efforts du Président de la Commission, M. JENKINS, qui vise à faire revivre le concept d'une Union Economique et Monétaire.

Même si l'application intégrale des idées qui se trouvaient à la base du Plan WERNER, se heurte encore de part et d'autre à un certain nombre d'hésitations et même de mauvaises volontés affichées, la politique des petits pas qui a été choisie par la Commission

opinion)

et confirmée par le dernier Conseil Européen, n'en revêt pas moins une très grande importance : en effet, la Communauté ne s'est pas contentée cette fois-ci d'invoquer des arguments de nature technique, selon lesquels la réalisation d'une Union Economique et Monétaire serait plus plausible aujourd'hui qu'hier, ou bien constituerait un secteur parmi d'autres permettant de progresser plus rapidement sur la voie de l'Union Européenne ; au contraire, l'accent a été mis sur la dimension politique de l'entreprise, qui, par le jeu des engrenages successifs, dépasse de loin tout ce qui pourrait être obtenu par une application bureaucratique des Traités de Paris et de Rome. En plaçant l'objectif dans un délai non défini, et en le liant au débat sur l'élection du Parlement Européen, la Communauté a délibérément choisi de briser les pesanteurs technocratiques et un scepticisme de mise, pour conférer à la discussion un souffle nouveau et intéresser l'opinion, en le plaçant dans le domaine qui la touche de plus près : le chômage et le coût de la vie.

Malgré ces aspects positifs dans l'activité récente de la Communauté, nous sommes bien forcés de reconnaître que sans doute aucun la volonté de construire l'Europe s'est considérablement affaiblie parmi les dirigeants politiques actuels, empêtrés qu'ils sont dans les méandres de leurs ^{divers} problèmes intérieurs.

Cette incapacité d'imaginer de nouvelles politiques, de nouveaux mécanismes capables de répondre aux besoins de l'époque difficile que nous traversons, est tout à fait significative de la crise d'identité que connaît l'idéal européen à l'heure actuelle.

Les vieux réflexes profondément ancrés par des siècles d'histoire européenne de protectionnisme et de nationalisme ne sont qu'assoupis et ne cherchent qu'un prétexte pour se réveiller.

C'est pourquoi le temps presse, et c'est maintenant qu'il nous faut nous décider à entreprendre les actions nécessaires avant que des tentatives de solutions ne soient à nouveau élaborées au niveau national et que la dynamique européenne ne soit définitivement rompue.

Or, et au delà des discussions quasi-théologiques sur la nature de la Communauté future, les objectifs demeurent les mêmes, et apparaissent peut-être plus essentiels encore en cette période de crise économique que nous vivons.

Il s'agit d'établir des liens de solidarité entre les Etats et les peuples d'une même région du monde, qui ont en

commun un même modèle d'institutions démocratiques, une approche ^{envers} les droits de l'homme et une conception du type de société vers lequel ils tendent qui sont largement similaires, afin de se donner la possibilité de s'attaquer ensemble aux difficiles problèmes qui les ont si souvent divisés naguère, et souvent de manière sanglante.

Il s'agit encore de donner à ces Etats et à ces peuples, dans leur solidarité retrouvée, les moyens d'exercer à nouveau dans le monde le rôle de conciliation et d'assistance généreuse qui leur revient du fait de leurs responsabilités passées et de leur intérêt actuel.

W. G. van
Et, parce que, malgré les hésitations et l'affaiblissement interne de ces dernières années, ce rôle, que joue la Communauté dans le monde, est encore important et son rayonnement est grand d'autres Etats européens ont décidé de poser leur candidature à en faire partie. Et voici que s'ouvrent à la Communauté des perspectives nouvelles: depuis l'origine, les pays membres ont ^{est} estimé que la Communauté qu'ils voulaient construire, devrait être ouverte: c'est-à-dire que tous les Etats du sous-continent européen, à condition qu'ils partagent nos idéaux démocratiques et qu'ils acceptent pleinement les buts et principes des Communautés, sont en droit de demander leur adhésion.

Quand de plus, comme c'est le cas pour la Grèce, le Portugal et l'Espagne, les Etats candidats ne sont retournés que récemment à la démocratie, il devient de la plus haute importance du point de vue politique, les Européens mettent tout en oeuvre afin de favoriser cette évolution et de consolider les

jeunes régimes en leur assurant une adhésion rapide, même si cela devrait s'accompagner d'un certain nombre de sacrifices sur le plan économique.

*9/11/74
tout un monde à gauche
Communistes et
libéraux*

Mais encore faut-il que la Communauté soit en mesure d'accueillir et d'assimiler les nouveaux adhérents. Cela signifie qu'il n'est pas indifférent à quel moment et à quelles conditions l'élargissement s'opérera. Il faudra éviter que d'aucun se saisissent d'un tel processus comme d'un prétexte pour favoriser l'affaiblissement des structures internes, qu'un élargissement mal préparé ne ferait que renforcer, et pour freiner la nécessaire évolution vers une Union Européenne.

Or, de tels risques sont grands si l'on conserve tels quels les mécanismes actuels et si l'on se refuse à toute évolution à l'intérieur des institutions communautaires. Déjà languissant, le processus de prise de décision risque de se gripper définitivement dans une communauté élargie à 12 membres et entraînera un gonflement parallèle des organes communautaires, sans parler d'un appareil bureaucratique envahissant. Jamais plus qu'à l'heure actuelle ne s'est révélée la nécessité de respecter une maxime qui avait été élaborée pour le premier élargissement, mais qui conserve toute sa valeur : "élargissement, approfondissement, achèvement".

Seul un renforcement préalable des structures internes de la Communauté et l'élaboration d'un mode de solution à ses déséquilibres structurels et régionaux, lui permettront de faire en sorte que cet élargissement soit une réussite. Certes, la remise en ordre, notamment des secteurs agricole et sidérurgique, ne devrait

pas être utilisée comme un moyen de retarder un élargissement nécessaire sur le plan politique, mais si elle ne le précède pas, elle risque de compromettre la menée à bien de l'élargissement et d'aboutir à une véritable désintégration progressive d'une Communauté qui s'avérera incapable d'assimiler les nouveaux adhérents.

Malheureusement, l'Europe ne semble pas encore vouloir s'engager dans une voie où elle secouerait son apathie actuelle et se doterait enfin des moyens nécessaires pour faire face aux problèmes qui l'attendent.

C'est pourquoi je ne puis qu'espérer que les candidats à l'adhésion, qui viendront renforcer le camp des petites et moyennes puissances à l'intérieur de l'édifice européen, voient rapidement confirmer, à l'expérience des réalités, leur conviction dont ils font état aujourd'hui que seule une Europe forte et qui dispose des moyens d'agir efficacement, est dans leur intérêt. Loin de capituler devant les difficultés qui se présentent, il convient au contraire d'élaborer une stratégie concrète de l'élargissement et de relever le défi qui constitue en même temps une chance historique pour construire une Europe plus proche de ses frontières naturelles et par là plus cohérente et plus solidaire.

J'en viens ^{maintenant} à ce qui constitue à mon avis l'événement politique majeur de ces dernières années dans l'histoire de la Communauté, à savoir l'élection du Parlement Européen au suffrage universel.

Nous sommes malheureusement certains maintenant que les élections ne pourront pas se dérouler durant la période prévue du fait des difficultés que connaît le Royaume-Uni pour la mise en oeuvre de l'élection et l'organisation matérielle du scrutin. Mais il ne faudrait surtout pas que ce

délai fût utilisé pour reporter ces élections à une date éloignée, car nous risquerions alors de voir surgir toute une série de problèmes nouveaux et l'élection serait reportée indéfiniment d'année en année au gré des convenances du moment.

A mon avis, il est primordial que le Conseil se mette d'accord pour fixer une date limite impérative ~~et qui ne soit pas postérieure à l'automne 1978~~. Un délai suffisamment rapproché aurait le double avantage de permettre à nos amis britanniques de régler leurs problèmes internes tout en évitant la démobilisation de toutes les bonnes volontés qui se sont préparées à sensibiliser l'opinion publique à ces élections.

Comme je viens de l'indiquer précédemment, j'estime que ces élections constituent un moment très important dans l'histoire de l'édification européenne, non seulement parce qu'un Parlement dont la légitimité et le poids politique sortiront renforcés du suffrage universel, ne pourra que jouer un rôle renforcé, ce qui entraînera, du moins à ~~long~~ terme, un nécessaire rééquilibrage du mécanisme institutionnel des Communautés dans le sens d'une démocratisation accrue, mais aussi, et surtout, parce que ces élections donneront l'occasion à un vaste mouvement d'idées et de réflexion de se développer dans l'opinion publique.

La tenue d'une campagne électorale, avec son effet sensibilisateur et mobilisateur d'une part, et la constitution de partis politiques à vocation européenne et non plus nationale, d'autre part, entraîneront nécessairement une perception nouvelle des problèmes qui se posent. Car les

élections européennes ne sont pas seulement un combat des uns contre les autres pour briguer les faveurs de l'électeur, mais aussi un combat mené en commun pour l'Europe.

Dès lors, les idées et les idéaux européens ne resteront plus l'apanage d'élites que l'on se plaît à qualifier d'éclairées et de technocrates, mais ils descendront dans la rue où ils pourront être discutés par l'ensemble des citoyens d'Europe. Ceux-ci deviendront plus conscients des multiples façons dont l'intégration européenne les touche directement dans leur vie quotidienne et auront également l'occasion, par leur vote, d'exercer une influence sur la direction à donner à la construction de cette Europe.

Ainsi, nous passerons d'une Europe des technocrates et des juristes à une Europe des peuples, qui réalisera pleinement dans ses structures mêmes les idéaux démocratiques qui constituent l'un des fondements de notre commune civilisation européenne.

Une pareille évolution sur le plan politique ne pourra que donner un souffle nouveau et un regain de dynamisme à la politique économique de l'Europe.

La nouvelle dimension qui en résultera pour les travaux qui vous attendent et les perspectives que je viens d'évoquer ne manqueront pas, j'en suis sûr, de vous inciter à développer encore plus l'oeuvre et l'influence de ce Comité dont nous célébrons aujourd'hui le 25ème anniversaire.